

Europe vassale ou Europe égale

Un rejet de la Constitution européenne renforcerait durablement les partisans de l'unilatéralisme américain.

Par Justin VAISSE
Libération, lundi 02 mai 2005

Justin Vaisse, historien et enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris

Certes, il faut juger le traité constitutionnel sur ses mérites propres, sur la possibilité, à laquelle certains semblent croire, de négocier un meilleur projet avec nos vingt-quatre partenaires, et sur l'impact qu'une adoption ou un rejet aurait sur l'élan de la construction européenne. Mais on peut aussi avoir à l'esprit la position des partenaires extérieurs de l'Europe, en particulier celle des Etats-Unis : cela permet de mieux comprendre, en creux, ce que représente cette Constitution.

Ne nous y trompons pas : un rejet du traité serait accueilli avec un grand ricanement et un sentiment de victoire par les cercles conservateurs et néoconservateurs de Washington, surtout si ce rejet vient du peuple français. De Paul Wolfowitz à Dick Cheney, de John Bolton à Donald Rumsfeld, il renforcerait les unilatéralistes et affaiblirait durablement les multilatéralistes dans les équilibres politiques et intellectuels qui décident de la politique étrangère américaine. Car le véritable axe du débat n'oppose pas l'Europe aux Etats-Unis. Il est décalé et traverse chacune des rives de l'Atlantique.

Il oppose en réalité deux conceptions du système international, deux visions pour l'avenir qui s'affrontent en Europe comme aux Etats-Unis. La première école, qui domine actuellement à Washington mais aussi chez nombre de conservateurs de Grande-Bretagne ou d'Europe de l'Est qui appellent à voter non, est celle d'un monde dominé par l'Amérique, «empire bienveillant» que ses alliés doivent aider et suivre sans poser de questions, de la guerre en Irak aux questions d'environnement en passant par la Cour pénale internationale. Un monde où les relations bilatérales entre l'Amérique et les autres pays du monde supplantent l'ONU, où les «coalitions à la carte» font office de multilatéralisme. Cette vision-là assigne à l'Europe un rôle de réservoir de troupes et d'argent (pour «faire la vaisselle» quand les Américains ont «préparé le dîner»), mais en aucun cas un rôle politique autonome.

La seconde école, dont on trouve encore des représentants chez certains républicains du courant réaliste, et qui est plus répandue chez les démocrates, considère qu'on ne peut régler les problèmes de notre monde globalisé, du terrorisme aux trafics de drogue, sans coopération institutionnalisée, c'est-à-dire sans des mécanismes stables de type ONU qui permettent de se concerter, d'agir en commun avec un minimum de

transparence et, surtout, un maximum de légitimité. Les tenants américains de cette approche ne sont pas tous des inconditionnels des Nations unies, de la Cour pénale ou du protocole de Kyoto, mais ils considèrent que l'unilatéralisme est dangereux à terme et que l'Amérique doit écouter et prendre en compte les avis de ses alliés et savoir parfois transiger. Or cette seconde école, plus proche des idéaux partagés par la plupart des Européens, a besoin d'une Union européenne qui fasse entendre sa voix sur la scène internationale pour peser dans les débats internes aux Etats-Unis et orienter l'Amérique vers la coopération plutôt que vers l'hégémonie.

En d'autres termes, le rapport de force interne à Washington reflète l'état du système international : une Europe affaiblie et divisée prive les multilatéralistes de point d'appui et de partenaire. Un rejet de la Constitution renforcerait les unilatéralistes de la première école : ils vont y lire une validation de leur souverainisme (le peuple a rejeté le monstre bureaucratique et multilatéral bruxellois) et l'assurance d'une crise prolongée de l'Union européenne, qui ne pourra pas espérer peser sur les affaires du monde avant un bon bout de temps. L'Amérique va donc pouvoir continuer à encourager la construction européenne là où ça l'arrange (marché unifié, intégration de la Turquie, etc.), tout en divisant pour mieux régner là où ses objectifs ne coïncident pas avec la vision des Européens.

Une adoption de la Constitution ne serait certes pas une baguette magique qui nous doterait soudainement d'une politique unifiée et cohérente. Mais elle apporterait des progrès tangibles pour affirmer nos idéaux et nos intérêts propres, notre vision du monde : président de l'Union, ministre des Affaires étrangères, service d'action extérieure commun, etc. Une Europe cohérente et puissante est capable de construire un monde meilleur en partenariat égal avec les Etats-Unis. Une Europe abaissée et divisée n'est capable que de la revanche passive des impuissants : l'antiaméricanisme.